

En forêt d'Amazonie, l'équivalent de deux mille terrains de football disparaît chaque jour

13 juin 2014 / Marie Astier (Reporterre)



Après un répit pendant la présidence de Lula, la pression a recommencé à s'exercer sur la forêt amazonienne : elle recule à nouveau fortement. C'est l'information qu'est venue rappeler aux Européens le cacique Raoni et son successeur Megaron.

Si les terres de son peuple Kayapo sont préservées, grâce à une protection officielle, elles sont désormais cernées par les terres déboisées. « On voit de plus en plus de coupeurs de bois et de chercheurs d'or »,

témoigne Megaron, neveu et successeur de Raoni, lors de leur passage récent à Paris.

« *Quand on survole l'Amazonie, sur le chemin avant d'arriver aux terres Kayapos, on ne voit plus que des champs, des pâturages et des plantations d'eucalyptus* », ajoute Gert-Peter Bruch, président de l'association [Planète Amazone](#), qui a fait venir les deux caciques en Europe.

Un quart de la forêt amazonienne déjà dévastée

Pour la première fois depuis cinq ans, la déforestation est à nouveau en augmentation. Selon les derniers chiffres officiels 5.843 km² de forêt amazonienne ont disparu entre août 2012 et juillet 2013. C'est la taille d'un département français moyen, ou encore l'équivalent de 818.347 terrains de football aux dimensions de la FIFA, 2.242 terrains par jour... Aujourd'hui, en tout, un quart de la forêt amazonienne a déjà été rasée.

Les coupeurs de bois sont toujours les premiers à arriver. « *C'est le front pionnier*, explique Jérôme Frignet, chargé de mission forêts à Greenpeace. *Ils tracent les routes, défrichent, installent des petites villes et ouvrent la voie aux autres activités.* »

Les premiers à suivre sont les éleveurs. 80 % des terres défrichées sont ensuite occupées par des pâturages. C'est ce [qu'indiquent les travaux de Philippe Léna](#), chercheur émérite à l'IRD.

Mais depuis quelques années, le scientifique note « *des déboisements pour planter directement du soja ou du maïs.* » Car le Brésil mise de plus en plus sur les matières premières agricoles pour ses exportations (soja, viande bovine, sucre...).

Entre 2007 et 2010, leur part a « *subitement augmenté* », indique le même document de l'IRD. Elle est passée d'environ 40 % depuis les années 1990 à plus de 50 % en trois ans. Le Brésil est ainsi devenu « *le premier exportateur mondial de viande de boeuf* », indique l'institut.



Des routes, des barrages, des mines, des ports

Autre signe que la pression s'accroît : « *Il y a de plus en plus de grandes infrastructures pour exploiter l'Amazonie* », s'alarme Philippe Léna. Les ports, les routes, les mines et les barrages se multiplient. Le projet le plus emblématique est celui du [barrage de Belo Monte](#) dénoncé par le cacique Raoni. Il pourrait être le troisième plus grand barrage au monde. 500 km² de forêt seraient engloutis. Les peuples de la rivière seraient obligés de quitter leurs terres.

Autre projet significatif, le nouveau [port de la société d'agroalimentaire Cargill](#), prévu pour exporter notamment du soja. « *La demande mondiale en maïs, en soja, en bois, et en produits miniers est très forte* », insiste le géographe.

Les représentants de l'agrobusiness à l'Assemblée

Une pression sur les territoires qui s'accompagne d'une pression politique. Peu avant la coupe du monde, les représentants des indiens d'Amazonie se sont rendus comme chaque année à Brasilia. « *Lorsque nous*

sommes arrivés à côté du stade de la coupe du monde, la police nous a reçus de manière très violente, avec des gaz lacrymogènes, raconte le cacique Megaron. Mais ensuite nous avons été reçus par le président de la chambre des députés. »

En ligne de mire des représentants des Indiens, les amendements constitutionnels 215 et 237 : « Il nous a promis qu'ils seraient retirés et ne seraient pas soumis au vote », affirme Megaron.

Des amendements qui pourraient réduire les droits des Indiens sur leurs terres. « Par exemple, ces amendements constitutionnels prévoient que si l'intérêt national l'exige, on peut mener des projets sur leur territoire, on peut y faire passer des routes ou implanter des cultures sans les consulter », ajoute l'historien Arkan Simaan, qui accompagne le cacique Megaron et assure la traduction.

Ces amendements ont été proposés par les « ruralistas », les députés représentant les grands propriétaires terriens. « C'est un front parlementaire d'environ 200 députés représentants de l'agrobusiness », explique Philippe Léna.

Ils ont déjà obtenu la mise en place d'un nouveau code forestier, moins protecteur que le précédent. « Il réduit notamment la dimension des zones protégées, ces aires autour des fleuves et des lacs auxquelles on ne peut pas toucher », détaille le chercheur. Selon lui, les scientifiques s'accordent : « L'augmentation de la déforestation est un effet direct du nouveau code forestier. »

Résultat, il observe que « les droits des populations traditionnelles et indigènes sont plus menacés qu'il y a dix ans. On le voit aussi par la violence : il y a plus d'assassinats de leaders indigènes. »



- La leader indigène Sônia Guajajara et une centaine de sympathisants manifestent le 14 mars 2014 à Paris contre la construction d'une série de méga-barrages dans la forêt amazonienne. -

Un gouvernement « laxiste »

Face à cette situation, l'attitude du gouvernement brésilien est ambivalente. « Quand il y a des envahisseurs dans les terres délimitées pour les indiens, on le signale au gouvernement, et il fait le nécessaire », témoigne le représentant des Kayapos Megaron. Mais en même temps, il remarque que l'État brésilien est aujourd'hui plus « laxiste ». Le gouvernement défend-t-il moins la forêt amazonienne qu'avant ? « Oui, c'est exactement cela », répond Megaron.

Pour Philippe Léna, c'est clair, le pouvoir tend plutôt l'oreille à l'agrobusiness qu'aux peuples d'Amazonie : « Le gouvernement est sous la pression d'acteurs économiques extrêmement puissants. Les taxes qu'il prélève sur les produits agricoles lui permettent de financer ses politiques sociales. »

Alors que faire pour préserver l'Amazonie ? En 1992, lors du premier sommet de Rio, on avait bien trouvé une solution, rappelle Gert-Peter Bruch, président de l'association Planète Amazonie : « Il y a 25 ans, des

choses concrètes ont été faites. Le plus grand programme de protection de biodiversité de la planète, le PPG7, a été mis en place. A peu près 500.000 millions d'euros ont été débloqués par la Banque Mondiale, avec le soutien de pays du G7. Et ça a permis de préserver des territoires indigènes qui sinon n'existeraient plus. »

Mais aujourd'hui, un tel programme n'est plus envisageable. Depuis, la situation économique a totalement changé. « A l'époque, le Brésil était le pays le plus endetté de la planète », rappelle ce défenseur de l'Amazonie. Aujourd'hui, le rapport de force s'est inversé.

« La France a énormément d'intérêts économiques en Amazonie, par le biais d'entreprises comme Alstom, GDF Suez ou EDF [qui participent notamment à la construction des barrages]. Donc vous vous rendez bien compte que vu l'état de notre économie, le Président François Hollande ne va pas aller faire des remontrances, entre guillemets, à Dilma Roussef, comme avait pu le faire à l'époque François Mitterrand... »

Source : Marie Astier pour *Reporterre*

Photos :

- . Cacique Raoni : [Metronews](#) (Zoe Ducournau/Metro)
- . Déforestation : [Développement durable](#)
- . Manifestation : [Survival International](#)

Lire aussi : [Brésil : les Indiens luttent pour leurs terres sur le barrage de Belo Monte](#)

Cet article a été rédigé par une journaliste professionnelle et a entraîné des frais. Merci de soutenir *Reporterre* :



- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Enquête](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/En-foret-d-Amazonie-l-equivalent>